

LUTTE CONTRE LES DROGUES DE SYNTHÈSE

L'État prend les devants

Pour le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue, Abdelmalek Sayah, les précurseurs chimiques existent légalement en Algérie, mais c'est leur utilisation illégale pour la fabrication de drogue de synthèse qui pose problème.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les précurseurs chimiques sont souvent détournés pour la fabrication de drogues de synthèse dans des laboratoires de chimie clandestins.

Le phénomène n'a pas encore touché l'Algérie, mais rien ne prouve que ces substances chimiques, sous haute surveillance de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), qui rentrent légalement en Algérie pour être utilisées dans les différentes industries, ne sont pas acheminées dans d'autres pays pour la fabrication de drogues de synthèse. Intervenant à l'occasion d'un séminaire natio-



La consommation est la plus importante.

nal d'information et de sensibilisation sur les précurseurs chimiques de drogues, le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue, Abdelmalek Sayah, a rassuré l'ensemble des repré-

sentants des différents secteurs concernés quant à l'inexistence de ce genre de pratique illégale et dangereuse en Algérie.

«Cependant, si les services de sécurité et les différents secteurs concernés

n'exercent pas un contrôle strict sur ces produits, un jour ou l'autre, on finira par être rattrapés par ce phénomène», dira-t-il.

De son côté, le secrétaire exécutif du groupe Pompidou, Patrick Penninckx, a affirmé que les précurseurs chimiques, en dépit du fait qu'ils sont soumis à un contrôle international strict, sont l'objet de tentatives de détournement et de trafic multiformes pour être utilisés dans la fabrication illicite de drogues de synthèse.

C'est pour cette raison, souligne-t-il, que «les efforts accomplis sur le terrain doivent se multiplier à travers la coopération entre les différents pays soucieux d'éloigner ce phénomène de leurs portes».

Enfin, il est à rappeler que des experts et des représentants de structures internationales ont pris part à cette rencontre qui a également vu la participation de plusieurs cadres de différents ministères algériens et des services de sécurité.

M. M.